



Les plates-formes pays d'Horizons Solidaires

Dossier pages 2 à 5



Aller plus loin avec les plates-formes

Les plates-formes pays d'Horizons Solidaires sont nées il y a trois ans à l'image des groupes pays de Cités Unies France ; elles connaissent un réel succès, parce qu'elles répondent à un besoin. Elles constituent une étape importante dans « la mise en réseau des acteurs » qui est une des raisons d'être de notre association. Désormais bien structurées, elles doivent nous permettre d'aller plus loin. C'est ainsi que nous pouvons :

Approfondir le sujet de réflexion propre à chaque réunion. La plate-forme Sénégal a décidé de s'intéresser, en octobre 2008, à l'information / orientation dans ce pays. Aucun de nous n'a pour l'instant une idée du sujet ; nous allons donc devoir travailler, consulter, mettre au point, mais de cet effort

naîtra un jour peut-être un partenariat entre un Centre d'Information et d'Orientation français et un homologue sénégalais.

Convaincre les collectivités locales d'être plus actives au sein des plates-formes.

Certaines ont un partenariat ancien, une expérience importante, de bonnes relations avec les autorités administratives des pays concernés. Elles pourraient enrichir nos débats et aussi découvrir l'action, l'engagement, les soutis des structures associatives qui leur sont proches et travailler avec elles en synergie. Il suffirait que chaque collectivité désigne un représentant permanent à la plate-forme chargé d'en suivre les débats et d'en rendre compte.

Enfin, parlons des programmes renforcés. Comme vous le verrez (p. 5), le Conseil Régional, l'AFDI et Horizons Soli-

dares mènent une expérimentation sur un « programme renforcé au Mali » dont l'évaluation sera faite en fin d'année. Ces programmes renforcés peuvent être, pour un pays donné, thématiques - l'éducation, la santé, la culture - ou géographiques quand le nombre d'acteurs bas-normands est important (la Casamance pour le Sénégal ?).

Ce type d'organisation est difficile à mettre en place parce que chacun doit céder une partie de son autonomie, ce qui est toujours frustrant. A contrario, l'Union européenne et d'autres bailleurs de fonds ne pourront s'intéresser à nos actions que si nous sommes rassemblés. 2009 nous en dira plus sur l'intérêt de cette structuration. ■

JEAN DESHAYES,
Secrétaire d'Horizons Solidaires

LES PLATES-FORMES PAYS D'HORIZONS SOLIDAIRES

L'échange d'expériences, le développement des compétences

Depuis la création de la plate-forme Sénégal en mai 2005, cinq autres groupes ont vu le jour. Réunissant tous les acteurs régionaux de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale œuvrant sur un même pays, elles sont l'expression concrète de la notion de réseau à l'origine d'Horizons Solidaires.



Réunion de la plate-forme Madagascar.

propres à ses actions, mais qui rendraient service à beaucoup d'autres s'ils étaient partagés, estime Marie-Odile Tavernier, présidente d'Horizons Solidaires. Associations et collectivités locales peuvent avoir des projets qui trouveraient appui les uns sur les autres. »

Une autre manière de travailler en réseau

Dès qu'un nombre suffisant de structures intervenant dans un même pays se porte volontaire, une plate-forme se constitue sous l'impulsion d'Horizons Solidaires. Elle est basée sur la libre participation de ses membres et des décisions collectives. Chaque plate-forme est dirigée par deux animateurs, qui se chargent d'organiser les réunions (deux à trois par an) et de diffuser les lettres d'information. Grâce à cet échange permanent, Horizons Solidaires recense les acteurs, les actions, les partenaires, les lieux d'intervention, les points d'appuis et personnes res-

EN RÉSUMÉ...

Une plate-forme régionale est une structure légère qui permet de réunir, deux à trois fois par an, tous les acteurs bas-normands de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale qui mènent des actions d'appui dans un pays donné, en voie de développement.

Mai 2005. Réunion constitutive de la première plate-forme pays d'Horizons Solidaires. Elle réunit une quinzaine d'associations et de collectivités bas-normandes engagées sur des projets d'aide au développement au Sénégal. Ce pays est celui qui suscite le plus de partenariats dans la région. Objectif affiché : se rassembler pour mieux se connaître et mieux travailler, éviter les doublons et les erreurs, partager les connaissances et les compétences, confronter les expériences. « Chaque acteur bas-normand a en France et dans le pays où il intervient, des partenaires fiables, des stratégies et des montages administratifs éprouvés,





Réunion de la plate-forme Niger.

sources, etc. La participation de chacun est sollicitée pour constituer cette base de données régionales. Six plates-formes pays existent déjà : après le Sénégal, se sont constitués les groupes Burkina-Faso, Mali, Madagascar, Asie du Sud-Est et dernièrement Niger. Une plate-forme Amérique Latine est en projet. Le nombre de participants varient selon les groupes, Burkina, Sénégal et Mali constituant les plus gros contingents. Les plates-formes travaillent sur des thématiques choisies par l'ensemble des membres. Des personnes ressources sont sollicitées pour apporter leurs compétences lors des réunions ou de la rédaction de la lettre. « Le rôle de l'animateur consiste, en partant du souhait des membres, à rechercher des informations, nourrir la réflexion et favoriser les échanges », explique Claire Guyon, chargée de mission à l'AFDI. L'association co-anime avec Horizons Solidaires la plate-forme Mali.

Un échange d'expériences

Au sein des plates-formes, l'expérience des uns sert celle des autres. L'AFDI apprécie de « pouvoir s'ouvrir à d'autres thématiques de travail » que les siennes, et donc d'insérer son action « dans une vision plus globale du pays. Nous nous confrontons à des su-

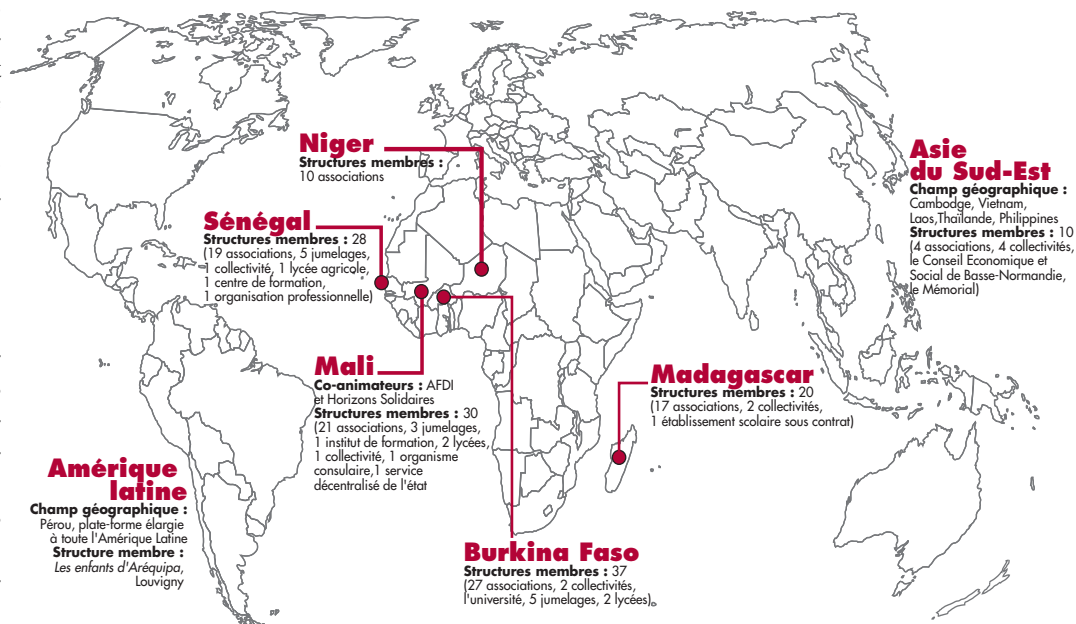
jets de réflexion que nous n'aurions ni le temps ni le recul nécessaire d'aborder seuls ». Pour Jean-Yves Clavreul, ex-consultant en communication en Afrique, aujourd'hui personne-ressource sur les plates-formes, « une association, si elle est trop spécialisée, ne répondra pas au besoin du pays. Par exemple, elle ne réussira pas un forage si elle n'aborde pas avec les villageois, la question de l'eau et de sa gestion. Les plates-formes sont précisément là pour apporter cette analyse transversale des problèmes de développement. »

En outre, les acteurs n'ont souvent

qu'une vision très limitée des sociétés dans lesquelles ils interviennent, du fait notamment des temps de mission très brefs. La connaissance des autres peut s'avérer précieuse, de même que la présence au sein des plates-formes des migrants ou associations de migrants. L'association Salamandra Nature mène des actions de valorisation et de protection des ressources naturelles à Madagascar. Elle est membre de la plate-forme de l'île. « J'ai longtemps vécu à Madagascar et j'y retourne au minimum une fois par mois pour le suivi de nos actions de préservation », explique le coordinateur de projet, Léon Razafindrakoto. « Je suis absolument convaincu de la nécessité de transmettre et de partager mes connaissances du terrain. » En somme, « plus nous développerons l'esprit de réseau, plus les actions réussies pourront bénéficier au plus grand nombre, et ce, avec peu de moyens supplémentaires », se réjouit Marie-Odile Tavernier.

Faire évoluer ses pratiques

Plus qu'un échange d'informations et d'expériences, la plate-forme permet à chacun de réfléchir à ses propres pra-



tiques. Les réunions sont ainsi l'occasion de rappeler les principes et l'éthique de l'aide au développement (tels qu'ils figurent dans la Charte d'Horizons Solidaires) pour que chacun parle le même langage et agisse avec les mêmes références.

« L'un des écueils récurrents est le manque de connaissance, par les porteurs de projet eux-mêmes, des infrastructures et des règles du pays dans lequel ils interviennent, note Sabine Guichet-Lebailly, chargée de la mission de coopération décentralisée à la Région Basse-Normandie. Par exemple, plus de la moitié des associations qui travaillent au Mali le font sans accord-cadre ». Donc en toute illégalité, souvent sans même le savoir. « Beaucoup d'associations de solidarité sont



La plate-forme recense les acteurs intervenant dans les pays, comme ici au Mali.



des initiatives individuelles, nées d'un coup de cœur, d'une relation privilégiée avec une personne ou un village. L'association va alors chercher à répondre aux besoins de son interlocuteur, sans pour autant penser qu'il existe déjà une structuration et qu'il faudrait se greffer à l'action de l'Etat, analyse Jean-Yves Clavreul. Les associations doivent se rendre compte qu'il existe d'autres choses sur place, si elles ne veulent pas faire, à leur insu, du "sous-développement organisé" ».

La mise à disposition d'outils adaptés et actualisés au sein des plates-formes est sans conteste un moyen de renforcer les capacités des acteurs. Pour Jean Deshayes, animateur de la plate-forme Sénégal, « chacun doit être en mesure d'accompagner son partenaire selon ses demandes et ses besoins, et en conformité avec le droit du pays et les plans de développement locaux existants ». Ainsi est-il « indispensable que les acteurs bas-normands souhaitant agir dans une perspective d'appui au développement durable connaissent l'organisation et le plan de développe-

ment du pays dans lequel ils interviennent ».

Renforcer ses compétences

A l'heure actuelle, toutes les plates-formes n'en sont pas au même état d'avancement. Au sein du groupe Asie du Sud-Est, les membres apprennent juste à s'identifier. Il n'existe encore ni outil commun, ni lettre d'information. La disparité des pays qui la composent et des secteurs d'activités (agriculture, soutien aux jeunes mères, lutte contre la prostitution) ne facilite pas le rapprochement des acteurs. « Dans l'immédiat, nous allons utiliser la plate-forme pour faire connaître nos actions et la situation du pays », résume Claire Guyon, dont l'association a rejoint la plate-forme Asie dans le cadre de ses missions au Cambodge. La plate-forme Mali est à contrario à un degré bien plus avancé de coopération. « Il existe une réelle dynamique qui se nourrit du plaisir de se retrouver et des informations apportées par Horizons Solidaires et par les membres du grou-

LE RÔLE DES PLATES-FORMES

- Permettre les échanges, les discussions, autour de thèmes précis
- Faire circuler les informations
- Aider à l'élaboration de projets et à la rédaction de dossiers (notamment dossiers de demande de cofinancement)
- Créer des fiches techniques traitant des différents thèmes abordés
- Élaborer et mettre à jour un répertoire de tous les acteurs bas-normands de coopération et de solidarité internationale vers le pays concerné

« Mieux se coordonner ici avant d'intervenir là-bas »

Groupe de coopération renforcé Mali : vers une professionnalisation des acteurs ?

En mars 2007, une trentaine d'acteurs bas-normands impliqués au Mali ont rejoint le groupe de coopération renforcé Mali, créé à l'initiative de la Région. A terme, des groupes similaires seront proposés pour tous les pays d'intervention. Au Burkina dès cette année, et très prochainement pour le Sénégal et Madagascar.

Les plates-formes pays d'Horizons Solidaires permettent de se rassembler et d'échanger. « Une première étape nécessaire, mais pas suffisante », estime Sabine Guichet-Lebailly, chargée de mission coopération décentralisée à la Région. Soucieuse de veiller à la cohérence des projets avec les stratégies de développement local définies par les élus maliens, la Région a souhaité associer les porteurs de projet au sein d'un groupe de travail. Une trentaine de structures oeuvrant au Mali ont ainsi rejoint le groupe de coopération renforcé Mali. « Cela implique de leur part une démarche de réflexion sur la pertinence et l'impact de leurs actions et un engagement à renforcer leurs connaissances et leurs compétences, précise Sabine. En dé-

veloppant la concertation et la lisibilité, c'est l'efficacité, le professionnalisme et la cohérence des projets qui devraient être améliorés ».

En 2007, à la demande de la Région, l'AFDI a réalisé auprès de chaque structure membre du groupe un diagnostic des actions existantes, permettant d'identifier les compétences du territoire, les zones du Mali concernées, les possibilités de synergie, les besoins en terme de formation et de s'entendre sur les outils de suivi-évaluation à élaborer. La synthèse des différents entretiens a fait apparaître les points forts (le dynamisme des acteurs, l'engagement des collectivités, la volonté de répondre aux besoins), et les points faibles (la méconnaissance du contexte local, le manque de planification des pro-

jets, l'absence de réciprocité dans l'échange, une vision à court terme...).

Sur ce constat, des groupes de travail ont été constitués afin de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité de chacun. Un règlement intérieur de fonctionnement du groupe a été rédigé et soumis aux membres. Des formations à la conduite de projets et à la relation avec les partenaires (compétences des collectivités territoriales au Mali) seront bientôt mises en place et un guide d'aide à la préparation d'une mission au Mali (contacts et procédures) est en préparation. Dès cette année, les financements de la Région dédiés aux projets sur le Mali seront exclusivement réservés aux acteurs qui participent à ce groupe de travail. ■

pe, poursuit Claire Guyon. L'évolution de la plate-forme sera à présent celle que lui donneront ses membres, en fonction de leurs besoins et de leurs envies ». La plupart ont à l'heure actuelle rejoint le groupe de coopération renforcé Mali, créé à l'initiative de la Région, afin d'aller plus loin dans la coopération avec le Mali (lire ci-contre).



La plate-forme Madagascar semble bénéficier de la même dynamique. « Hier encore nous faisons connaissance. Aujourd'hui, tout va plus vite. On aborde le fond des problèmes, on se pose les bonnes questions, témoigne Léon Razafindrakoto. Nous serons bientôt en mesure de monter un projet collectif, dans lequel chacun pourrait apporter ses compétences propres, et qui viendrait s'inscrire dans le cadre de la politique décentralisée de la Région à Madagascar. La plate-forme, forte de ses expériences capitalisées et de ses connaissances, peut devenir une structure-ressource ». « On souhaiterait même qu'elles aient une influence, au-delà du cercle des membres, sur la coopération décentralisée, appuie Jean-Yves Clavreul, notamment en guidant les collectivités sur la voie de la coopération internationale. C'est la force de l'approche participative et c'est celle des plates-formes ».

LES OUTILS

■ **La lettre d'info plate-forme.** Elle est un outil de liaison entre les membres dans l'intervalle entre les réunions et une tribune pour qu'ils présentent une action et/ou une thématique. Elle apporte un éclairage sur l'appui au développement et le pays d'intervention (présentation des plans de développement locaux, état des lieux sur l'éducation, la santé...)

■ **La boîte à outils plate-forme.** Les membres de la plate-forme peuvent contribuer à l'alimenter en transmettant à Horizons Solidaires toute documentation, compte-rendu de réunion, textes législatifs et réglementaires, articles de presse, rapports de mission et toute autre information pertinente sur la thématique de l'appui au développement.

■ **Le site internet.** Chacun des membres bénéficie d'une fenêtre sur ses activités auprès d'un public très large, y compris des adhérents et des financeurs. Il est répertorié sur les moteurs de recherche selon son pays et ses thématiques d'intervention. www.horizons-solidaires.org

ATELIER D'INFORMATION LE 26 AVRIL À CAEN

Collectivités : coopérer avec les associations

Le 26 avril (au Conseil régional), Horizons Solidaires organise une matinée d'information et de réflexion sur la façon dont les collectivités, dans le cadre de la coopération décentralisée, et les associations de solidarité internationale s'organisent pour mener leurs actions en cohérence. L'idée germe à Flers.



Dans le cadre d'un voyage organisé par l'association Flers-Poundou, de jeunes Flériens ont rencontré Ouettien Tibiri, président de la région du Mouhoun.

Depuis 1975, l'association Flers-Poundou entretient des liens de partenariat avec un village agricole de 3000 habitants situé dans la région du Mouhoun au Burkina Faso. « Essentiellement composé d'éleveurs et de paysans cultivant le mil, le sorgho, l'arachide, le maïs et le coton, le village de Poundou est soumis à de rudes conditions climatiques et des aléas de l'économie mondiale, indique Françoise Mulot, présidente de l'association. En fonction des besoins exprimés par le comité villageois, notre mission consiste à rechercher des financements pour aider à la réalisation de projets de développement local dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la santé ». En trente ans, le partenariat entre le village de Poundou et l'association a ainsi permis la construction d'une école, d'un dispensaire-maternité, la mise en place d'une banque de céréales et de prêts, d'actions de formation... « Nous nous in-

terrogeons aujourd'hui sur la manière dont nous mènerons nos actions à l'avenir », poursuit Françoise Mulot. La décentralisation entreprise au Burkina Faso change en effet la donne. En 2006, Poundou a intégré la communauté rurale de Ouarkoye (22 communes, 40 000 habitants), elle-même rattachée à la région du Mouhoun. « Les besoins sont pris en compte à une toute autre échelle », observe Christiane Lion, vice-présidente de l'association. La région du Mouhoun souhaite ainsi bâtir un centre de formation technique qui permettrait à tous ses jeunes d'accéder à l'apprentissage d'un métier utile au développement de son territoire. Le projet est estimé à 200 000 €. « Nos recettes, provenant de subventions de la Ville de Flers, du Conseil général de l'Orne, des dons de particuliers et des bénéficiaires de nos différentes manifestations, ne nous permettent pas de suivre, explique Françoise Mulot. Nous pouvons monter le dossier, mais pas le

financer ». L'association souhaite ainsi convaincre la Ville de Flers de s'engager dans un projet de coopération décentralisée. « Dans un premier temps, nous avons invité le maire, Yves Goasdoué, à nous accompagner lors d'un prochain voyage. Nous allons également lui exposer l'intérêt de participer au financement d'un centre de formation dans cette région, qui permettra notamment d'éviter l'exode des jeunes vers les grandes villes ». Pour l'association, l'intérêt, ici, est aussi important en terme d'ouverture sur le monde et de solidarité. « Cela permettrait de développer les échanges avec les jeunes de Flers », poursuit-elle. En novembre dernier, 8 jeunes Flériens et deux accompagnateurs se sont ainsi rendu 15 jours dans la région du Mouhoun où ils ont réalisé un film sur le thème « notre vie, ici, est-elle si difficile ? ».

CONTACT : Association Flers-Poundou -
Présidente : Françoise Mulot,
tél. 02 33 65 48 44
mail : francoisemulot@hotmail.com.

LE PROGRAMME

Cette matinée d'information s'adresse à toutes les associations de solidarité internationale et de migrants et aux collectivités.

> 9h30 - 10h : Évolution de la coopération décentralisée et des dynamiques contextuelles au nord comme au sud.

> 10h - 10h45 : Table ronde sur l'intervention directe des collectivités dans la coopération décentralisée.

> 10h45 - 11h30 : Table ronde sur les complémentarités et les collaborations entre les collectivités et les associations de solidarité internationale.

> 11h30 - 12h : Proposition d'actions pour créer une dynamique locale et identifier les acteurs locaux susceptibles de s'engager.

CONTACT : 02 31 84 39 09

Afrikales 2005
à Hérouville
Saint-Clair.



Dans le cadre du mois de célébration de l'abolition de l'esclavage, Horizons Solidaires organise un colloque sur le thème « Migrants, coopération et solidarité internationale » samedi 17 mai au Mémorial de Caen. Présentation.

COLLOQUE LE 17 MAI AU MÉMORIAL DE CAEN

Migrants, coopération et solidarité internationale

Interface indispensable entre deux cultures, les migrants sont des acteurs incontournables de l'aide au développement. Le colloque organisé par Horizons Solidaires le 17 mai au Mémorial de Caen mettra en valeur leur place et leur rôle dans la coopération décentralisée et la solidarité internationale avec « un coup de projecteur sur les associations de solidarité internationale de migrants », précise Jean Deshayes, secrétaire d'Horizons Solidaires.

Sous la présidence de Charles Josselin, président de Cités Unies France et ancien ministre de la Coopération, et en présence de Chasawone Voravong, président du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM), le colloque s'articulera autour de trois moments phares :

- une première table ronde, à 10h, sera consacrée aux relations entre les migrants et les collectivités locales, et présentera les conditions d'un partenariat riche et réussi.
- une 2^e table ronde est programmée entre 11h45 et 13h, autour du thème des migrants

et de la solidarité, et de la question du devoir d'engagement, ici, dans l'éducation au développement.

- une dernière table ronde, de 14h30 à 16h, mettra en avant la place et le rôle des migrants dans les échanges interculturels.

À l'issue des débats, quelques actions concrètes seront proposées telle la création d'une structure autonome qui regrouperait et fédérerait les associations de migrants de Basse-Normandie. La Préfecture de région en recense une quarantaine où sont représentés 42 pays différents.

« Nous sommes convaincus de l'importance d'associer les migrants aux projets de coopération décentralisée et de solidarité internationale, souligne Jean Deshayes. Même si nous sommes conscients des limites – les migrants ne sont pas décideurs et il existe parfois un certain décalage entre les migrants et la population locale de leur pays d'origine –, leur rôle demeure irremplaçable ».

CONTACT :

Horizons Solidaires, tél. 02 31 84 39 09
mail : horizons-solidaires@orange.fr.

QUESTIONS À...

EUGÉNIE DIECKY,

Directrice des programmes
d'Africa N°1



« Mieux intégrer les diasporas dans les pays d'accueil »

Africa N°1 est, depuis sa création en 1981, la première radio africaine francophone (30 millions d'auditeurs à travers le monde). Elle participe le 17 mai à la journée des migrants.

Quelles sont les raisons de votre participation à ce colloque ?

C'est pour nous l'occasion de mettre en lumière les efforts extraordinaires de développement consentis dans de très nombreux pays par les populations, même s'il ne faut pas nier que des pays africains historiquement liés à la France peuvent rencontrer des problèmes politiques ou économiques. Nous serons là pour parler de l'immense majorité des Africains qui croient en l'Afrique et qui veulent y bâtir leur avenir. Claude Lekagne et moi-même aborderons pour cela les questions de la fraternité, du co-développement, de la coopération décentralisée, de la gouvernance, de la mondialisation, et de l'interculturalité, sous forme de réflexions courtes étayées par des situations concrètes. Nous évoquerons aussi la prise en compte des accords bilatéraux dans les processus d'intégration sous-régionale.

Comment considérez-vous la place des migrants dans l'aide au développement ?

L'année dernière, les diasporas africaines ont transféré environ 20 milliards d'euros en Afrique. Plus que l'Aide Publique au Développement ! L'organisme financier qui est le plus gros transféreur a réalisé 3 milliards d'euros de bénéfices en 2007. Pour nous, les chiffres parlent d'eux-mêmes : mieux intégrer les diasporas dans les pays d'accueil, leur fournir les outils d'une participation active au développement de leurs pays d'origine, mettre la société civile au cœur des programmes de coopération et accroître le niveau de la Gouvernance... Tout cela, réalisé de manière concertée, aura comme effet de relancer les processus de développement et de fixer sur place de nombreux candidats à l'émigration clandestine.

CONTACT : Africa N°1

33 Rue du Faubourg Saint Antoine 75011 Paris
Tél. 01 55 07 58 01 • www.africa1.com.

Départ et arrivée

Marie-Christine Végeais-Pipet, notre chargée de mission depuis deux ans a souhaité « retourner sur le terrain » tout en restant proche de nous. C'est à elle que nous devons, entre autres, l'essor des plates-formes ; son tonus, son expérience et ses compétences ont beaucoup apporté à Horizons Solidaires. Nous lui souhaitons pleine réussite dans ses projets.

Julie Villain la remplace depuis février. Dotée d'une bonne expérience de terrain (Clermont-Ferrand), d'une culture de la coopération internationale (acquise au GRET), sportive de haut niveau, elle s'est immédiatement mobilisée et est l'organisatrice de l'atelier-rencontre du 26 avril. Nous lui souhaitons la bienvenue et sommes persuadés de sa réussite.

Rallye citoyen à Hérouville

Un stand Horizons Solidaires

Horizons Solidaires participe au **Rallye Citoyen** organisé par l'Association Quartiers Jeunes d'Hérouville Saint-Clair, les 7, 8, 10 et 11 avril. Il s'agit de faire découvrir aux collégiens d'Hérouville les activités des adhérents et partenaires, de les sensibiliser à la solidarité internationale et à la coopération décentralisée, etc. Les associations pourront présenter leurs actions sur le stand d'Horizons Solidaires pendant 1/2 journée ou une journée.

Renseignements au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Coopération décentralisée

Le rôle des collectivités

Horizons Solidaires organise le **samedi 26 avril, de 9h30 à 12h au Conseil régional**, une matinée d'information sur l'évolution des rôles des collectivités et des associations dans la coopération décentralisée et la solidarité internationale, et la façon dont les différents acteurs s'organisent pour mener leurs actions en cohérence.

Renseignements au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Formation

Montage de micro-projets

Horizons Solidaires propose une formation au montage de micro-projet, **mercredi 30 avril**, dans ses locaux du **2 rue Saint Ouen à Caen**. C'est la quatrième session de formation organisée par l'association, en partenariat avec l'Agence des micro-projets de la Guilde Européenne du Raid. Elle abordera les volets III et IV de la formation : « Concevoir et mettre en œuvre un projet de solidarité internationale : élaboration du budget et recherche de financements. » La participation se fait sur inscription (10 places sont encore disponibles). Le repas pourra être pris sur place, à commander en même temps que l'inscription (10 €).

Renseignements au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Colloque

Migrants, coopération et solidarité internationale

Dans le cadre du mois de célébration de l'abolition de l'esclavage, Horizons Solidaires organise un colloque sur la place et le rôle des migrants dans la coopération et le co-développement le **samedi 17 mai, de 9h15 à 17 h au Mémorial de Caen**.

Renseignements au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Plates-formes pays

Prochaines réunions

Plate-forme Burkina Faso : lundi 19 mai à 14h30 au Centre de Ressources des Associations, 7 bis rue Neuve Bourg l'Abbé à Caen

Plate-forme Madagascar : jeudi 19 juin à 14h30 au Centre de Ressources des Associations

Renseignements au 02 31 84 39 09 ou horizons-solidaires@orange.fr

Les Afrikales

3^e édition en 2009

Les Afrikales, rencontres culturelles africaines en Basse-Normandie, préparent une 3^e édition pour octobre 2009. Une assemblée générale aura lieu le **vendredi 11 avril à 18h** au café-culturel, place de la mairie à Hérouville Saint-Clair, suivi d'un défilé de mode avec Mariama Diédhou, styliste à Dakar, invitée des Afrikales 2005, et d'un buffet africain.

Contact : Association "Créations Culturelles Africaine en Basse-Normandie". Tel : 02 31 93 33 01. Mail : lesafrikales@wanadoo.fr

Recherche de partenaires

Economie sociale et familiale au Cameroun

Le 26 novembre 2007 s'est tenue au bureau d'Horizons Solidaires une réunion de prise de contact avec Thierry et Vanessa Ngongo, président et vice-présidente de « Perspectives et Développement en Afrique », Christiane Langlois, volontaire de l'association « Agir » et Marie Louise Wandji épouse Nwafo, présidente de l'Association des Conseillers en Economie Sociale et Familiale du Cameroun (ACESF-CA). A l'ordre du jour, la recherche de partenaires techniques et/ou financiers pour ACESF-CA. Celle-ci répondrait davantage à ses missions en se dotant d'un cadre juridique et d'un contenu institutionnel plus adaptés ainsi qu'en formant et en renforçant ses ressources humaines. ACESF-CA met en œuvre des projets appuyés par différents partenaires. Ce qui lui a valu entre autres distinctions, la signature par le ministre des enseignements secondaires du Cameroun, le 4 décembre dernier, d'un accord de partenariat. Forte de ses atouts, ACESF-CA recherche des partenaires pour travailler sur les axes suivants de son plan stratégique : le renforcement institutionnel ; le développement professionnel ; le renforcement des capacités ; le plaidoyer et le renforcement du leadership en genre ; la recherche de financement.

Site internet : www.wagne.net/acesfca